

## Résumés

*Andreas Eckert*, La fin de l'ère coloniale, décolonisation et ordre international. Remarques introductives

La fin des empires coloniaux en Afrique et en Asie fait partie de l'une des évolutions les plus significatives du XXe siècle. L'article aborde quelques aspects essentiels de ce sujet. Il réfléchit ainsi à l'attention récente portée par l'historiographie aux processus globaux, l'intérêt grandissant pour le rôle des organisations internationales, à la signification du savoir et de la science, ainsi qu'à celle de la violence coloniale. Nous discutons surtout de la montée du paradigme du développement à partir du cas de l'Allemagne, qui a longtemps été considéré comme dénué de pertinence dans le processus de la décolonisation. La théorie de la modernisation, très présente dans les années 1950 et 60 du siècle précédent et que nous traitons ici avec l'exemple de la montée de l'économie du développement, était étroitement liée au concept de »développement«. Après avoir abordé la fin de l'Empire britannique et la mémoire de la décolonisation en France, nous nous attacherons enfin, à partir du cas de l'Afrique, à la question de l'»héritage colonial« dans les anciennes colonies. Nous ralliant aux études pionnières de Frederick Cooper, nous soutenons l'idée que, suite au processus de décolonisation spécifique à l'Afrique, des Etats fragiles sont nés, dans lesquels une modernité influencée par l'Europe a été associée à des formes locales d'organisation sociale.

*Daniel Maul*, Les organisations internationales en tant qu'acteurs historiques – L'Organisation Internationale du Travail (ILO) et la dissolution de l'Empire colonial européen (1940–1970)

L'importance des organisations internationales en tant qu'acteurs historiques est l'un des aspects de l'histoire du XXe siècle qui a été délaissé par la recherche. En partant de l'exemple de l'Organisation Internationale du Travail (ILO) et de sa confrontation avec la décolonisation, nous montrerons comment les agences internationales ont joué un rôle non négligeable dans ce processus. Après avoir présenté les interrogations centrales ainsi que l'état de la recherche concernant l'histoire des organisations internationales, nous verrons tout d'abord comment l'ILO a fonctionné comme un forum qui a fait naître des débats politiques centraux dans le cadre la décolonisation. Ensuite, nous évaluerons le rôle largement indépendant du Bureau International du Travail (BIT), le secrétariat de l'organisation, en tant que participant actif aux discussions, en particulier dans le domaine de la politique sociale, des droits de l'homme et du développement.

*Jérôme B. Elie/Jussi Hanhimäki*, UNHCR et la Décolonisation en Afrique. Expansion et Emancipation, 1950s à 1970s

Contrairement à son statut actuel, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) était à son origine, au début des années 1950, une organisation à caractère non-opérationnelle dont les ressources et le mandat étaient limités. Cet article s'attarde sur le processus d'*expansion* et de prudente *émancipation* qui a permis au HCR de dépasser ses limites originelles et analyse le rôle joué par le mouvement de décolonisation en Afrique dans ce contexte. Cet article considère en particulier l'importance des résolutions relatives à la décolonisation adoptées par l'Assemblée Générale des Nations Unies et montre comment l'évolution du mandat et des activités du HCR a été influencée par les événements qui se sont déroulés dans le Tiers Monde, de la guerre en Algérie dans les années 1950 à la lutte pour l'indépendance de l'Angola dans les années 1970. Les offi-

ciels du HCR croyaient généralement en l'universalité de leur mission et étaient désireux de développer et de renforcer leur organisation, mais ce processus exposait également l'agence pour les réfugiés à de nouveaux défis. En particulier, la réalité du terrain et les directives de l'Assemblée Générale entraient parfois en conflit avec les fondements juridiques du HCR et la mission que se donnaient ses officiels. Une question difficile dans ce contexte portait sur la manière dont le HCR devait apporter son assistance aux mouvements de libération. En définitive, l'article montre que, en maintenant son rôle apolitique et en évitant d'être directement impliqué dans les conflits, le HCR a su aider dans la gestion des conséquences de la décolonisation.

*Frieder Ludwig*, Aspirations à l'indépendance et processus de décolonisation. Prises de position des Eglises en Afrique et en Asie

Cet article a pour objectif d'analyser le rôle de l'Eglise dans le processus de décolonisation. Dans cette optique, nous retraçons tout d'abord les évolutions en Inde avant et immédiatement après l'indépendance pour ensuite montrer les effets des expériences faites dans ce pays sur les prises de positions des Eglises dans les autres pays (en particulier au Nigeria et en Tanzanie). L'accent est particulièrement mis sur les interactions entre chrétiens africains et asiatiques lors de la confrontation avec la puissance coloniale et le contrôle des missionnaires occidentaux. Le christianisme ayant souvent été considéré comme un élément «importé», un «corps étranger», le dépassement des structures occidentales, la confrontation avec les traditions religieuses locales et la détermination des relations avec les mouvements nationalistes devinrent des thèmes centraux tandis que les prises de positions développées en Inde durant les années 1920 fournirent des impulsions essentielles. Les publications et conférences du Conseil Missionnaire international formèrent la base d'une perception réciproque et d'un accroissement des échanges Sud-Sud.

*Christoph Kalter*, «Le monde va de l'avant. Et vous êtes en marge». Décolonisation, décentrage de l'Occident et découverte du «Tiers Monde» dans l'extrême gauche française pendant les années 1960

À partir de la revue française *Partisans* l'article a pour objectif d'analyser la constitution réciproque d'une nouvelle extrême gauche et de ce que l'on appelle le «Tiers monde» en tant que projet global d'explication du monde en France. À la fin des années 1960, *Partisans* est devenu le principal vecteur des représentations de l'extrême gauche à propos du Tiers Monde. Le décentrage programmatique de l'Occident entrepris dans la revue a trouvé son cadre dans le concept du Tiers Monde et accompagne la genèse, la différenciation et la radicalisation de l'extrême gauche française jusqu'à la fin de la décennie.

Cela conduisit à l'émergence d'un espace de discussion partagé par les intellectuels et activistes anticoloniaux en périphérie et en métropole. Cet espace de discussion est illustré tout d'abord dans un double texte monumental du XXe siècle, le manifeste *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon. À l'aide de textes de la revue traitant de thèmes similaires, nous mettrons au jour les structures argumentatives et topoi importants ainsi que les évolutions significatives du discours de l'extrême gauche à propos du Tiers Monde. L'analyse sera enfin replacée dans le contexte chronologique plus large d'une généalogie des discours critiques sur la modernité occidentale et nous dégagerons l'ambivalence fondamentale du discours de l'extrême gauche sur le Tiers Monde.

*Esther Helena Arens*, «Mission interrupted»? Débat sur la décolonisation aux Pays-Bas

Après que les Pays-Bas eurent reconnu l'indépendance de la République d'Indonésie, la majorité des contemporains pensèrent qu'une fois le retrait de Papouasie occidentale

effectué, la mission principale de la décolonisation était réglée, ignorant le fait que des colonies existaient toujours dans les Caraïbes et en Amérique latine, et surtout, ignorant le fait qu'au plus tard avec l'immigration des populations issues des (anciennes) colonies, la structure de la société néerlandaise allait elle-même être affectée par les questions et problèmes de la décolonisation.

L'exposé interprète les événements de la décolonisation (Indonésie en 1949, Papouasie Occidentale en 1962, Surinam en 1975) sur le plan de la politique étrangère en termes de perte, de confrontation et d'action, et il décrit les débats sociaux et politiques qui ont eu lieu pour ces trois événements et qui portaient sur la nécessaire décolonisation interne. Dans cet objectif, nous utilisons les concepts d'autoreprésentation, de représentation de l'autre et de politique de l'image. L'objectif est d'analyser la mutation éventuelle de la représentation néerlandaise du monde et de s'interroger sur les nouveaux accords (trans-) sociaux.

*Sönke Kunkel*, Systèmes de connaissances, visions du progrès. Les Etats-Unis, la décennie de la théorie de la modernisation et la planification du Nigeria 1954–1965

Partant du projet de la société de la connaissance, la contribution étudie à travers l'exemple du Centre des Etudes internationales (*Center for International Studies*) de l'Institut de Technologie du Massachusetts (*Massachusetts Institute of Technology*) comment la théorie de la modernisation a été conçue comme un savoir censé expliquer la décolonisation et montrer aux hommes politiques américains chargés de la politique étrangère quelles étaient les possibilités d'action. Ce sont surtout les *action intellectuals*, dont Walt Rostow et Max Millikan, qui sont devenus des intermédiaires influents entre domaines scientifique et politique. L'objectif était de construire une hégémonie américaine de la connaissance par l'intrication narrative des lois historiques du développement et des visions de la modernité. Celle-ci devait garantir des relations durables entre le Nord et Sud, y compris dans le contexte de la décolonisation. Cette évolution est retracée à partir du cas du Nigeria qui fournit un exemple typique. La promesse d'un progrès réalisable exerça une attraction extraordinaire sur l'élite nigériane, de sorte que la planification d'un Nigeria moderne n'a pas uniquement été orientée en tenant compte de l'état des connaissances scientifiques américaines, mais a été largement modelée par les experts américains.

*Daniel Speich*, L'automatisme du développement. Le savoir économique comme promesse de salut lors du processus de décolonisation de l'Afrique de l'Est

Dans cet article, nous analysons le rôle de l'expertise macro-économique dans le processus de décolonisation. Le fondement de l'étude repose sur le constat que l'expérience tirée du développement économique du passé des pays industrialisés occidentaux a permis d'acquérir un savoir théorique qu'on pensait pouvoir appliquer automatiquement aux nouveaux Etats. Cette façon technocratique de procéder était associée à une promesse de salut dont nous analysons les effets en trois étapes. La première partie reconstruit la genèse des connaissances économiques centrales au premier plan desquelles se trouvent la comptabilité nationale et la valorisation du PBI. La deuxième partie met l'accent sur la capitale éthiopienne Addis-Abeba, où s'est tenue en 1961 une série de conférences internationales ayant pour objectif de discuter de l'application de ces connaissances théoriques à la réalité de l'Afrique postcoloniale émergente. La troisième partie est consacrée à l'exemple du Kenya et montre que l'accessibilité de l'expertise économique a structuré de façon essentielle la politique intérieure de ce pays d'Afrique orientale dans les années 1960.

*Stephan Malinowski*, Guerres de modernisation, violence militaire et modernisation coloniale durant la guerre d'Algérie (1954–1962)

Dans le cadre du processus de décolonisation qui a eu lieu après la Deuxième Guerre mondiale, la Guerre d'Algérie est l'emblème d'une utilisation inhabituellement importante de la violence physique, de l'utilisation systématique de la torture et de la violation des droits de l'homme. Rarement une démocratie occidentale a, durant une guerre coloniale, rompu aussi radicalement et dans une telle ampleur avec ses principes fondamentaux comme la France dans cette guerre. On perd souvent de vue le fait qu'un vaste «programme de modernisation», qui visait le pays et ses habitants, a été lancé durant cette guerre. L'article analyse certains aspects de cette concomitance et/ou dialectique entre la «politique de développement» menée durant les dernières années de la période coloniale et la brutalité de la répression politique. Le concept de «guerre de modernisation» est la pierre angulaire d'une argumentation cherchant à savoir si la spécificité du conflit algérien se trouve plutôt dans la brutalité avec laquelle a été menée la guerre coloniale ou plutôt dans la double structure qui associait de façon absurde violence et «mission de modernisation». Le processus de modernisation déclenché par la force, ressemblait à s'y méprendre au programme de la «théorie de modernisation» née au même moment. On peut l'interpréter comme la dernière tentative d'assurer le passage de la fin de la domination coloniale à l'hégémonie postcoloniale.

*Fabian Klose*, À propos de la légitimation de la violence coloniale. Etat d'urgence colonial, guerre antisubversive et droit international humanitaire dans les guerres de décolonisation au Kenya et en Algérie

L'article analyse le modèle de légitimation que les deux puissances coloniales, la Grande-Bretagne et la France, ont toutes deux utilisé lors des guerres de décolonisation au Kenya (1952–1956) et en Algérie (1954–1962) pour tenter de justifier l'usage illimité de la violence coloniale. Nous analysons les deux conflits en mettant l'accent sur l'état d'urgence colonial et les lois d'exception qui l'accompagnent, les nouvelles doctrines sur la guerre antisubversive et le rôle du droit international humanitaire tel qu'il est défini dans les conventions de Genève de 1949. Nous défendons la thèse suivante: la combinaison spécifique des mesures de l'état d'urgence colonial, des doctrines militaires antisubversives et de la négation de la validité du droit international humanitaire ont joué un rôle décisif dans la radicalisation de la violence coloniale et ont conduit au non-respect de toutes les normes humanitaires définies par le régime international des droits de l'homme dans les guerres de décolonisation.

*Frank Schubert*, Les racines coloniales de la violence postcoloniale. L'émergence des tribus guerrières (*martial tribes*) et de l'ethnicité politique en Ouganda

Dans cet article sont étudiés, à partir de l'exemple de l'Ouganda, les effets long terme de la domination coloniale dans les conflits politiques et militaires de l'Afrique postcoloniale. Le potentiel conflictuel, qui s'est développé au cours du temps, est dû aux frontières de l'administration coloniale et à la hiérarchisation des différents groupes ethniques, en particulier aux privilèges accordés au royaume du Buganda dans le protectorat ougandais. La puissance coloniale a assigné à certains groupes ethniques des fonctions spécifiques dans l'administration, l'agriculture et sur le marché du travail. Cet «ethno fonctionnalisme» concerna aussi l'armée coloniale qui attribua des compétences militaires particulières au groupe ethnique des Acholi et créa ainsi une tribu guerrière (*martial tribe*). La conséquence de cette politique coloniale fut une ethnicisation de l'armée et du système politique qui perdura au-delà de l'époque coloniale. Nous mettrons en particulier au jour

les lignes de continuité entre les débuts de l'ère coloniale, les difficiles négociations pour l'indépendance, les conflits politiques durant les années 1960, la dictature militaire d'Idi Amin dans les années 1970 et les guerres civiles qui sévissent dans diverses régions de l'Ouganda depuis 1981.

*Robert Heinze*, »Decolonising the mind«. Rôle de la radio dans le mouvement nationaliste et le processus d'édification nationale (*nation building*) en Namibie et en Zambie

Cet exposé a pour objectif d'analyser le rôle de la radio dans le processus de décolonisation. À l'aide de deux exemples, la Namibie et la Zambie, nous étudions la façon dont a été transmis un nationalisme africain, qui s'est manifesté après l'Indépendance par des efforts pour »construire la nation«. La radio, mass média le plus important dans les Etats africains, jouait (et joue) un rôle central dans la mesure où les différentes idéologies nationalistes étaient transmises par ce canal à la population. Nous n'analysons pas uniquement les différentes politiques, mais également le rôle et l'autoperception des journalistes et des programmes eux-mêmes. Les conflits entre la politique souhaitée, les infrastructures existantes, les représentations des journalistes et les souhaits des auditeurs ont fait de la médiation d'une politique nationaliste ainsi que de l'émergence d'un espace virtuel national des processus complexes qui n'ont pas toujours pu aboutir.

*Larry Butler*, Industries minières, nationalisation et décolonisation en Zambie. Interprétation des réactions économiques aux changements politiques, 1945–1964

L'article examine les réactions de l'industrie minière du cuivre en Zambie face aux rapides changements politiques qui ont mené à l'indépendance du pays en 1964. Il analyse une situation dans laquelle deux formes de nationalisme, celle des colons blancs et celle des Noirs Africains, se sont affrontées pour parvenir au pouvoir et ont menacé de mettre en difficulté une industrie vitale pour l'avenir de la Zambie, mais qui s'adaptait à un environnement économique instable. En analysant l'écroulement des ambitions des colons et la progression vers un régime donnant la majorité aux Noirs Africains, il compare le succès des deux principales compagnies minières en Zambie dans leur tentative de développer des stratégies pour sauvegarder leurs intérêts tout en s'adaptant à l'indépendance imminente. L'article suggère que la divergence de leurs réactions, l'une agissant en apparence de manière »progressiste«, l'autre de façon fortement conservatrice, était partiellement due à la différence de perspectives de leurs principaux actionnaires, l'Afrique du Sud pour l'une, les Etats-Unis pour l'autre.

*Hubertus Büschel*, L'aide en Afrique. Les acteurs de l'»aide au développement« ouest-allemande et de la »solidarité« est-allemande (1955–1975)

Dans cette contribution, nous nous intéresserons aux acteurs de l'»aide au développement« ouest-allemande et de la »solidarité« est-allemande dans l'Afrique sub-saharienne de 1955 à 1975. Cet aspect n'a été que peu pris en compte dans les travaux de recherche sur la décolonisation et la politique de développement. L'accent est mis sur le travail de développement en Tanzanie/Zanzibar, au Togo et au Cameroun. Ces anciennes colonies allemandes furent des destinataires importants de l'»aide au développement« de la RFA et de la RDA. Adoptant une perspective relevant de l'histoire culturelle, nous nous interrogeons sur la formation et l'arrière-plan social des experts et assistants de l'aide au développement, des membres des brigades de solidarité, sans oublier leurs homologues africains. Nous analysons la façon dont ils étaient préparés intellectuellement avant de partir pour leur mission »outremer« et nous intéressons à la mise en scène de l'aide.

Si l'on se penche sur la manière dont les acteurs se perçoivent eux-mêmes, il apparaît clairement qu'ils n'étaient satisfaits ni des lignes directrices, ni des prémisses de la politique de développement, qu'ils émettaient de sérieux doutes par rapport à leur travail et ressentaient une certaine culpabilité. Cependant la vision dominante – également partagée par leurs homologues africains – pendant les années 1960 et 70 était qu'il était possible de changer l'Afrique par un progrès et un développement conçus selon des normes américaines et européennes.

*Corinna R. Unger*, Rourkela, une «aciérie dans la jungle». Industrialisation, modernisation et aide au développement dans le contexte de la décolonisation et de la Guerre Froide (1950–1970)

Dans les années 50, l'industrialisation de l'Inde était considérée comme le *nec plus ultra* pour moderniser le pays, indépendant depuis 1947. Les stratèges occidentaux voulaient ainsi intégrer l'Inde à l'Occident et minimiser l'influence du bloc de l'Est, qui jouait un rôle important sur le pays pendant la Guerre Froide. Dans cette optique, la construction de l'aciérie Rourkela par un consortium d'entreprises ouest-allemandes tomba fort à propos. Les experts indiens et occidentaux espéraient par ce biais «développer» une région jusque là «inexploitée» et transformer ses habitants en hommes modernes. Cependant, le projet a rencontré dès le départ de sérieux problèmes et la République Fédérale a dû intervenir à plusieurs reprises de façon financière et diplomatique. Rourkela devint le symbole d'une politique de développement mal gérée qui misait sur des projets industriels phares plutôt que sur une mutation structurelle «par en bas». Le retour de l'Inde à l'agriculture au début des années 1960 fut une réaction à cette expérience. La Révolution Verte a finalement permis au pays au début des années 1970 de n'être plus tributaire de l'aide étrangère et l'ancra économiquement à l'Ouest, mais cela se fit au détriment de l'objectif initial, qui était d'améliorer le niveau de vie de la population indienne d'une façon égalitaire et démocratique.

*Andreas Hilger*, Idéologie révolutionnaire, concurrence de systèmes ou politique de développement. Les relations économiques entre l'Union Soviétique et l'Inde durant la Guerre Froide de Khrouchtchev

Ce n'est que depuis peu que la recherche en histoire s'est à nouveau intéressée aux relations du «deuxième Monde» avec le «Tiers Monde» durant la Guerre Froide. Pour réaliser ses investigations, elle peut non seulement s'appuyer sur un accès largement amélioré aux sources nationales, mais elle a également recours aux problématiques plus larges de l'histoire moderne des relations internationales. Après avoir discuté des fondements de la politique extérieure économique de l'URSS après 1945, l'article analyse, à partir de trois cas tirés des relations économiques entre l'URSS et l'Inde, la phase de formation des relations Est/Sud sous Khrouchtchev. Les ambitions de l'URSS dans le conflit Est/Ouest, tant sur le plan politico-idéologique qu'en matière d'économie extérieure, se heurtèrent aux stratégies de modernisation ambitieuses et indépendantes du gouvernement Nehru: la planification autonome du développement indien, tout comme le poids excessif de l'économie étrangère soviétique, handicapèrent sur le long terme la prétendue offensive économique de l'URSS dans le «Tiers Monde».

*Patrik von zur Mühlen*, Changement de paradigme dans la politique de développement à partir du cas de la *Friedrich-Ebert-Stiftung* de la fin des années 1950 aux années 1990

La Fondation Friedrich Ebert (*Friedrich-Ebert-Stiftung*), l'un des pionniers en matière de travail de développement en Allemagne, a transposé les approches politiques tirées de

l'histoire du mouvement ouvrier au cas du Tiers Monde. L'édification des syndicats, la formation politique des adultes et l'aide au développement des coopératives étaient les tâches les plus urgentes auxquelles s'ajouta bientôt le travail de communication publique. Les revers subis, les objections formulées par la politique, la presse et les sciences, ainsi que les expériences de la Fondation conduisirent à un changement de paradigme dans son travail de développement. Cette mutation s'est faite par étapes à partir de la fin des années 70. D'autres organisations se retrouvèrent au premier plan: coopératives de paysans, groupes de femmes, initiatives citoyennes et groupes d'auto-assistance, forums promouvant un dialogue social sur le plan local et une communication internationale, banques accordant des prêts personnels, chambres de commerce et d'industrie, ainsi que d'autres organisations qui pouvaient représenter les intérêts de leurs membres face à l'autorité administrative, et ainsi soutenir à leur tour le travail de leurs entreprises-relais. Ainsi, la Fondation Friedrich Ebert s'est détournée des précédents modèles de coopération pour le développement et a adopté une conception beaucoup plus flexible.

*Véronique Dimier*, Rapporteur l'Etat néo-patrimonial en Europe. La décolonisation française et la naissance d'une politique de développement de la CEE

L'article traite du rôle des ex-fonctionnaires français dans la mise en place du Directeur Général 8 (DG 8, Développement) de la Commission européenne durant les premières années de la Communauté européenne. Il pose la question du transfert des valeurs, des normes, des pratiques et des méthodes de l'action publique de l'administration coloniale à l'administration pour le développement. Dans le cadre de la mise en place d'une administration multinationale, il s'intéresse également au problème de la loyauté et de l'autonomie des fonctionnaires de la Commission vis-à-vis des Etats membres.

*Übersetzungen von Delphine Choffat*